claude bruaire : diagnostic de la crise

pages 4 et 5

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

chantage à la violence

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - CINQUIEME ANNEE - 18-6-75 - N° 206 - 2 F

les marginaux de la marginalité

Chacun se souvient de Daniel Cohn-Bendhit, « Chef anti-autoritaire » des « marginaux de la marginalité ». Voici son second livre (1), anarchiste d'esprit et de style, où l'on ne trouvera pas de références savantes aux grands textes du marxisme mais l'affirmation d'une grande liberté d'esprit.

Et ce refus de se référer à une quelconque doctrine politique, meilleur moyen selon lui d'étouffer tout élan, est une des raisons qui le conduira comme bon nombre de jeunes, à se tourner vers ce qu'il nomme « le contre milieu » ou « l'Underground ».

« L'UNDERGROUND »

La création d'un monde nouveau à travers une manière différente de voir la vie est une entreprise d'une ampleur telle que les difficultés qui surgissent ne sont pas nécessairement le signe d'un échec. Pourtant le mouvement « Underground » se divise en deux courants principaux.

Le premier sombre dans la drogue et la délinquance. Il est, dans une certaine mesure, naturel qu'un tel mouvement charrie avec lui, dès l'origine, des éléments douteux ou qu'il conduise certains individus à l'échec personnel. L'écrivain allemand Hermann Hess redécouvert comme un précurseur de ces marginaux, notait déjà que parmi les hommes les plus « authentiques » — ceux qui cherchent à échapper aux côtés factices de l'existence —, on peut ranger d'un côté les saints voués « au martyre de l'esprit, à l'absorption en Dieu » et, de l'autre, les débauchés « voués au martyr des sens, à l'absorption en la putrescence ». De plus, il faut compter avec les revendications pour la libération sexuelle, pas toujours comprises par les gauchistes et dont les mots d'ordre ne sont pas sans traduire pafois une certaine débilité intellectuelle.

Le second courant poursuit l'effort des communautés et des coopératives et se situe dans la tradition du socialisme utopique déjà illustrée au XIXe siècle par les sociétés paysannes de l'Anglais Robert Owenn ou les phalanstères du Français Fourier.

Ces deux courants fournissent maintenant un grand nombre de mots d'ordres aux organisations d'extrême-gauche. C'est ainsi que l'écologisme, grâce à l' « Underground » a gagné toute une certaine presse qui a ainsi trouvé un terrain facilement exploitable. Certains hebdomadaires à l'origine « Underground » ont maintenant un tirage national respectable. Le phénomène marginal s'installa en Europe. Il fit la conquête tout d'abord de la jeunesse des pays germaniques. L'évolution du gauchisme allemand — et qui inspire l'itinéraire que Cohn Bendhit s'est choisi — est particulièrement révélatrice du processus intellectuel dans lequel se sont engagés les militants révolutionnaires. L'opposition extra-parlementaire en Allemagne Fédérale était en 1965 symbolisé par le S.D.S. qui se battait sur les thèmes classiques de l'extrême-gauche étudiante. Lors de la visite du Shah d'Iran à l'hôtel de ville de Berlin en 1967, les camarades de « Rudi le rouge » découvrent la violence et l'action directe. Mais en dépit de heurts très vifs avec les forces de l'ordre à l'occasion de la campagne développée par le S.D.S. contre les journaux du groupe Springer, une certaine lassitude ne tarde pas à se faire sentir chez les militants. Le combat paraît en effet sans espoir puisque l'appareil de l'Etat est toujours fermement tenu en main par les classes dirigeantes. Le S.D.S. se trouve ainsi débordé par les groupes anti-autoritaires.

Daniel Cohn Bendit a suivi ce cheminement puisqu'il fut longtemps un des leaders du S.D.S. après mai 68. Il se pose le problème de l'incompétence de l'organisation politique, puis il commence à créer à Francfort un des premiers groupes anti-autoritaires. Ces groupes rassemblaient les deux courants de l' « Underground », alliant la recherche d'une société communautaire à l'abolition de ce qu'ils nommaient les tabous.

LE MONDE DE L'ENFANCE

Pour Cohn Bendit il faut commencer à apprendre aux enfants comment réagir face aux notions d'ordre et d'autoritarisme. « Changer la vie » va passer maintenant pour l'auteur du « Grand Bazar » par la pédagogie anti-autoritaire des jardins d'enfants.

C'est ainsi que Daniel Cohn Bendit, par goût et par nécessité, se replonge dans le monde de l'enfance. Il se moque de ses camarades révolutionnaires qui préféraient le voir travailler à plein temps dans un journal ou pour une organisation. Avec sa malice habituelle il répondait : « Moi je travaille dans un jardin d'enfants. Ils n'ont jamais rien compris. Tu vois Krivine travailler dans un jardin d'enfants ? » Le reproche principal qu'il fait à l'extrême-gauche française c'est l'indifférence aux enfants. Ce qui prouve bien, selon lui, que l'organisation traditionnelle est totalement coupée de la vie quotidienne. En Allemagne les gauchistes pensaient en revanche apprendre quelque chose aux enfants. Le mouvement anti-autoritaire a eu son point d'impact sur l'éducation des jeunes.

Selon Daniel Cohn Bendit, si nous voulons une transformation de la société, nous devrons commencer à transformer quelque chose. En Allemagne ce quelque chose fut d'abord la vie de tous les jours et les rapports sociaux, d'où les nombreuses communautés et ce qu'on appelle le contre-milieu gauchiste. Ce qu'il reproche aux groupes politiques qui prônent l'idéal militant, c'est de débattre ensemble d'une action politique sur un quartier, mais de ne pas discuter collectivement des problèmes qui se posent dans leur travail. Tenter de parler des choses qu'on n'a pas l'habitude d'évoquer devant tous dans une société, qui d'après l'auteur ont toujours été tues dans les familles, et qui pourtant conditionnent l'individu, c'était cela le début du mouvement contestataire allemand.

Mais, il se heurta au problème d'une société où toute individualité se trouve regardée comme suspecte. C'est ainsi que dans les milieux germaniques les nouveaux mouvements ont donc été obligés de créer leurs propres structures de vie et de développer un « contre-milieu ».

C'était leur seule manière de survivre. En même temps qu'il se développait, ce contre-milieu trouvait des contenus nouveaux et des formes de vie nouvelle. Par exemple : les bistrots et les quartiers populaires n'existant pas en Allemagne, le militant se sent beaucoup plus isolé non seulement en tant que révolutionnaire, mais en tant qu'individu. Pour un mouvement révolutionnaire qui ne se pose pas uniquement les problèmes traditionnels de la lutte des classes, mais aussi ceux de la libération individuelle et de l'urbanisme, il est nécessaire de créer ses propres structures et ainsi de fabriquer ce que l'on nommera « le contre-milieu ». « Pour entrer dans la marginalité, il n'y a qu'un pas à faire. Celui qui permet de penser non plus pour ou contre le système mais à côté » (3).

Ainsi cet « Underground », ne pouvant fabriquer ses propres structures que dans une société industrielle avancée et échappant par tous les moyens aux vrais problèmes, se trouve dans l'impossibilité, même si il est appelé à être révolutionnaire, de renverser cette société sans risquer de disparaître avec elle.

José MACÉ

(1) Daniel Cohn-Bendit, « Le grand bazar », éditions Belfond.
(2) Sozialistischer Deutscher Studensenbund.
(3) Irène Andrieu, « La France marginale », Albin Michel.

l'adhésion

● **Adhérer au mouvement, c'est concrétiser son accord avec les idées fondamentales de la N.A.F.**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

désire recevoir une demande d'adhésion au mouvement.

Bulletin à retourner à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1er)
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 193.14
Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10e)

intersignes

GERER L'IMPREVISIBLE

Pour résorber le chômage des jeunes, le Premier ministre a promis un appui aux entreprises qui embaucheraient des moins de 25 ans dans les prochains mois (contrat « emploi formation ») et annonce la création de... 15 000 emplois dans l'administration. Mesure dérisoire ! Les chefs d'entreprise n'accepteront d'engager l'avenir qu'en cas de relance économique et l'anticipation de l'embauche ne fait que repousser les échéances difficiles.

Etait-il vraiment impossible de prévoir que ces centaines de milliers de jeunes seraient aujourd'hui à la recherche d'un emploi ? Ou bien une caste jalousement repliée sur ses privilèges refuse-t-elle délibérément d'accomplir les mutations nécessaires ?

A VOL D'OISEAU

Afin de résoudre le délicat problème de l'habitat concentrationnaire dans nos banlieues déshumanisées, Valéry Giscard d'Estaing a pris de la hauteur. Au commande d'un hélicoptère, il a survolé dans la région parisienne deux « réussites » de groupement H.L.M. noyés dans la verdure. Donc tout va bien puisque le dossier « logement » est ouvert, les Français vont voir leur habitat transformé d'ici l'an 2000. Magie de la publicité présidentielle ! Banlieusards accablés par le bruit, la fatigue et la laideur ne vous révoltez plus : comme pour l'entreprise, la santé, la justice ou la qualité de la vie, le grand prêtre de la société libérale avancée veille sur vous.

QUESTION INDISCRETE

L'on voudrait bien voir publiée la déclaration d'impôt du général Stehlin. De deux choses l'une ou bien le salaire que lui versait la Northrop était déclaré et il est surprenant que le gouvernement ait toléré que le vice-président de l'Assemblée nationale soit le salarié d'une firme étrangère ou bien M. Stehlin dissimulait une partie de ses revenus et l'on peut s'interroger sur l'honnêteté du personnage.

LE PRINCE A LA TELE

Agréable surprise pour de nombreux téléspectateurs qui, pendant cinq bonnes minutes, ont vu le Comte de Paris parler de son ancêtre Philippe le Bel, à l'occasion des Dossiers de l'écran du 11 juin dernier. A ce propos, il a rappelé les principes de grande politique qu'il n'a cessé de proclamer depuis quarante ans : l'Etat ne peut être l'enjeu des combinaisons ou des partis. Le chef de l'Etat doit avoir l'indépendance nécessaire pour être arbitre ; le pouvoir politique n'est légitime que par la conjonction de sa propre fidélité au projet pour lequel il est constitué, et du consensus de la nation. N'est-ce pas cette politique qui fait cruellement défaut aujourd'hui et que le Comte de Paris pourrait mettre en œuvre avec tous les Français ?

abonnez-vous à la naf-hebdo !

éditorial

les "bons réflexes" du pouvoir

Tout attentat est odieux. La Nouvelle Action Française en sait quelque chose, qui a déjà reçu, depuis sa naissance, un colis piégé et la « visite » d'un commando fasciste. C'est donc en toute connaissance de cause qu'elle condamne les attentats perpétrés contre notre confrère Bernard Cabanes et contre M. Bergeron.

La police, bien sûr, fera son enquête. Mais il lui faudrait beaucoup de chance, et de persévérance, pour retrouver les auteurs du crime de vendredi dernier. De même que nos agresseurs du mois dernier, les ravisseurs de M. Nogrette — cadre de Renault enlevé par de prétendus « gauchistes » — courent toujours : c'est dire que ceux qui manient aujourd'hui le plastic ont de fortes chances de passer entre les mailles du filet. Alors nous sommes bien obligés de faire des suppositions. Et de chercher à qui, politiquement, le crime profite.

Car il il serait trop facile de s'en tenir à une condamnation formelle, et de se répandre en belles phrases sur le « malheur des temps » ou sur les « exactions gauchistes » qu'il importerait de réprimer plus sévèrement.

A qui profite le crime ? Certainement pas aux travailleurs du Livre, engagés dans un dur conflit : un acte de ce genre — totalement étranger aux traditions syndicales — a pour première conséquence de jeter la suspicion sur des grévistes qui n'ont jamais autant eu besoin du soutien de l'opinion. Certainement pas, non plus, aux groupes gauchistes notoirement connus : ils savent que le terrorisme les exposerait à une répression impitoyable, face à laquelle ils ne pourraient opposer de résistance sérieuse.

Restent, bien sûr, les éléments incontrôlés de l'extrême gauche romantique et désespérée, qui chercheraient à accentuer les contradictions de la société française. Telle est l'hypothèse immédiatement présentée par M. Poniatowski, qui a cru déceler, dans ces attentats, un « style gauchiste ». Le Ministre d'Etat-Ministre de l'Intérieur est pourtant bien placé pour savoir que l'utilisation du plastic n'est pas typique de l'extrême gauche, comme des événements vieux de treize ans l'ont amplement démontré. Et le Prince Poniatowski est trop fin politique pour ne pas se souvenir combien, en métropole, les attentats de l'O.A.S. avaient contribué au retournement de l'opinion en faveur du général de Gaulle. En particulier lorsque, par accident, la petite Delphine Renard fut grièvement blessée par une bombe qui visait André Malraux. Enfin, le Ministre de l'Intérieur — libéral bien connu — n'a pas dû manquer de dénoncer, à l'époque, les provocations effectuées par des polices parallèles ou par des groupes politiques objectivement complices du pouvoir.

Les méthodes de l'action politique clandestine n'ayant guère changé, M. Poniatowski devrait méditer ces quelques faits et orienter ses enquêteurs en conséquence. Car il est clair que les polices parallèles n'ont pas disparu — même si le personnel n'est plus le même — et que l'extrémisme ne se situe pas exclusivement à gauche.

L'avenir dira si ces remarques d'ordre historique peuvent être de quelque utilité dans l'affaire présente. Mais, en attendant le châtiment des coupables, il faut féliciter M. Poniatowski pour ses réflexes politiciens : en dénonçant le Syndicat du Livre comme premier fauteur de violence, le Ministre de l'Intérieur, Chef des Républicains Indépendants a montré qu'il sait tirer parti de l'événement. Même lorsque son caractère dramatique commande la discrétion et interdit l'injure gratuite.

Il est vrai que le chantage à la violence constitue une méthode de gouvernement éprouvée. Depuis la mise en condition de l'opinion par les « opérations coup de poing » jusqu'à l'invasion des usines en grève par la police, le pouvoir y paraît particulièrement expert. Il s'agit donc de ne pas entrer dans son jeu en cédant à des peurs irraisonnées ou en se livrant à des violences aveugles.

Bertrand RENOUVIN

claude bruaire

restaurer le

N.A.F. : Quelles sont selon vous les majeures de la crise actuelle ?

Claude Bruaire : Il y a d'abord une crise économique dont il ne faut pas surestimer l'importance. Il y a surtout une crise par l'économisme et une crise de la religion.

Le christianisme, notamment religion de l'incarnation, est particulièrement sensible à ce qui se passe à la face de la terre. Il est actuellement en crise, c'est-à-dire en situation de séparation, de division, dans la mesure où il ne rencontre plus la question à laquelle il prétend répondre et qui est celle du salut.

Il reflue donc et risque de se réduire à une requête de distribution des biens de la terre. En fait, il n'a pas encore trouvé la manière d'être lui-même dans une société d'abondance, de préserver la liberté du chrétien dans le dénuement qui le caractérise. Il en résulte que la charité, n'étant plus liée à cette liberté, dégénère de sacrement de l'amour de Dieu qu'elle était, en une justice distributive.

Dans le même temps, il y a une autre séparation, constitutive de la crise, entre religion et raison.

Toutes les protestations et demandes d'esprit, si infirmes soient-elles, aboutissent à révoquer la rationalité car celle-ci semble se réduire à la rationalité technicienne.

Comme la religion semble osciller entre une simple action de distribution des biens de la terre et des demandes infirmes de l'esprit, elle ne parvient plus à inspirer une éthique ni à donner un sens et des finalités à une existence. D'où le désarroi de ceux qui se trouvent dans le sillage du christianisme.

N.A.F. : Au fond, le problème essentiel est celui de la disparition de la fameuse distinction entre l'ordre de ceux qui prient, l'ordre des guerriers et l'ordre de ceux qui travaillent. Le marchand a imposé sa rationalité à toute la société.

C. B. : Peut-être. Mais il faut préciser que la distinction entre les trois ordres a été trop accusée, au point que l'ordre économique s'est trouvé dissocié de l'ordre religieux puis de l'ordre politique, pour le plus grand dommage de ces derniers. De la sorte il a été impossible de dominer l'économie et la technologie modernes. Or, seule la raison exercée peut dominer la rationalité technicienne et préserver les droits de nos libertés.

N.A.F. : Quels seraient dans ce contexte la place et le rôle de l'ordre politique pour résoudre la crise de civilisation ?

C. B. : L'ordre politique doit garder son sens propre, donc ne pas s'identifier à la gestion économique. Il doit assurer les droits des libertés donc garder pouvoir sur toutes les puissances.

Dans la pensée philosophique moderne, Claude Bruaire tient une place tout à fait remarquable. Disciple du père Fessard, un des meilleurs spécialistes de Hegel, professeur à l'Université de Tours, son autorité ne cesse de grandir, ce dont nous nous félicitons. Nous nous sommes à maintes reprises référés à son ouvrage « la raison politique », qui forme le troisième volet de son anthropologie fondamentale. Claude Bruaire est pour nous un maître, et c'est comme tel que nous l'avons interrogé et avons engagé avec lui un débat où nos lecteurs verront que les points d'accord dépassent largement les désaccords. L'essence du politique appelle le caractère monarchique du pouvoir. Comment l'inscrire dans la trame historique de notre temps ? C'est un débat que nous avons depuis trois ans avec Claude Bruaire. On constatera par la conclusion de cet entretien combien nous avons progressé vers un accord profond.

Tel serait le sens réel d'un libéralisme, bien différent du libéralisme classique fondé sur le naturalisme. Ce dernier interdisait à l'Etat d'intervenir dans la vie économique au nom de la sauvegarde des fameuses lois naturelles de l'économie. Il faut au contraire une intervention du politique mais pour assurer la liberté et non la seule répartition de la production des biens de la terre.

N.A.F. : Dans votre ouvrage « La raison politique », vous avez parlé d'une latéralité de l'Etat...

C. B. : Je veux dire par là que le pouvoir politique ne peut jamais devenir dans une relation quelconque un partenaire, ni économique, ni culturel, ni religieux.

Il doit toujours être l'autre de l'autre, dans la mesure où il doit donner droit à chacun.

A partir du moment où il devient l'autre, il devient puissance adverse. Dès lors, ou bien il s'efface devant d'autres puissances, ou bien il est en contestation permanente. C'est-à-dire qu'il cède à la violence ou disparaît dans la faiblesse.

N.A.F. : Que pensez-vous de la négation par les marxistes d'une spécificité du politique vis-à-vis des classes ?

C. B. : Par principe le marxisme nie l'existence du politique comme problème. Pour lui, il n'y a pas de pouvoir politique réel, il n'y a qu'une violence politique expression de la classe économique dominante.

Et dans la mesure où la société sans classes supprime la domination sociale, le marxisme prévoit le dépérissement de l'Etat.

Ainsi le matérialisme de Marx nie le problème fondamental de la liberté et de ses droits au profit d'une promesse ultime de naturalisme. Promesse bien résumée par la formule qu'Engels a empruntée à Saint Simon : « Substituer au gouvernement des hommes, l'administration des choses ».

N.A.F. : Vous pensez que le politique doit être latéral par rapport aux groupes sociaux. N'est-ce pas, par conséquent, définir un Etat qui est le contraire de l'Etat électif ?

C. B. : L'élection a ses inconvénients bien connus et irréductibles. Tout le problème est de savoir s'il n'y a pas des inconvénients plus grands dans les autres régimes politiques. De plus, il est vain de prôner un régime en soi et pour soi indépendamment du contexte historique du pays.

Cela dit, un pouvoir indépendant des puissances peut exister dans un régime démocratique dans la mesure où constitutionnellement le pouvoir n'est pas soumis aux puissances. Mais nous avons actuellement le spectacle d'un pouvoir qui est de plus en plus une puissance économique.

N.A.F. : Il y a même une véritable dégradation de la Ve République. Celle-ci fondée par un homme qui faisait figure de par son « aura » de rassembleur indépendant des « lobbies » s'est, au fil des ans, transformée en régime dominé par la droite. Ne pensez-vous pas que la tentative gaullienne de soustraire l'Etat aux puissances a justement échoué à cause du butoir électif ?

C. B. : Je vous répondrai deux choses :

— d'abord on peut, constater que la Ve République, par réaction contre les abus du régime d'opinion existant sous la IVe République a été tout entière orientée vers la technocratie,

— ensuite, dans toute situation politique on a une alternative entre un mal et un pire et non entre un bien et un mal. L'alternative est aujourd'hui entre le pouvoir actuel qui a encore les moyens constitutionnels de se redresser et le communisme totalitaire. Un troisième terme n'est pas concevable dans la situation historique présente.

N.A.F. : A force de faire la politique du moindre mal ne risque-t-on pas de perdre de vue les impératifs du salut public ? N'est-il pas urgent de répandre en France l'idée monarchique, même si celle-ci n'est défendue actuellement que par un nombre relativement restreint d'individus ?

C. B. : Au regard de la monarchie, autant l'idée monarchique dans ce qu'elle a de plus consistant et de plus sûr historiquement me

politique

la crise... des diagnostics

semble préservée et vivante, autant il me semble impossible de faire abstraction du contexte historique.

La France a un passé révolutionnaire et un passé antérieur monarchique. Et il est difficile de faire abstraction du passé pour remonter au passé antérieur.

Mais certains principes monarchiques peuvent être remis en vigueur dans la mesure où ils signifient l'indépendance du pouvoir à l'égard de l'opinion comme des puissances d'argent.

N.A.F. : On ne peut évidemment gommer le passé. Mais n'y a-t-il pas une chance pour la dynastie royale de renouveler le contrat avec le peuple de France brisé en 1789 dans la mesure où le Prince saura se mettre au service de la nation ? C'est d'ailleurs ce qu'a tenté de faire le Comte de Paris.

C. B. : Sans doute suis-je prêt à le penser dès que je fais abstraction des forces immédiates en présence. Mais je ne puis oublier que la partie se joue entre le régime actuel et le P.C., et que tenter de définir une troisième voie monarchique ne peut que faire le jeu du P.C.

N.A.F. : Un régime qui joue sur la bi-partition, un Président qui pour se faire élire par 50 % des Français n'hésite pas à agiter l'épouvantail communiste, quitte à couper la France en deux ne renforcent-ils pas le P.C. en en faisant l'adversaire privilégié ?

C. B. : Nous n'avons pas la même interprétation des élections présidentielles. C'est la soi-disant métamorphose du P.C. en parti devenu gentil et bien-pensant qui a permis la bi-partition de s'effectuer si facilement. Au demeurant il est dans la nature du P.C. de mettre en place des situations antagonistes.

N.A.F. : Certes. Mitterrand a pu effectivement approcher la barre des 50 % car le P.C. faisait moins peur. Mais il n'a pu la franchir car les communistes faisaient encore peur. Or, le Pouvoir cultive cette peur pour enfermer la gauche dans le ghetto de ses 49 %... jusqu'au jour où les 49 % deviendront 51 % et balaieront le régime.

C. B. : Il faut poser le problème en termes très clairs et se demander où est la menace sur les libertés. La question est embrouillée dans la mesure où la demande de liberté fait place à une demande de biens et de richesses chez tout le monde. Si l'on pose ainsi le problème, la seule menace immédiate, l'inéluctable si le courage politique cède, est celle du communisme totalitaire.

N.A.F. : Cette menace existe, mais elle n'est pas seule. Un Etat technocratique qui réduit la politique à la distribution de richesses et à l'administration des choses atteint gravement la liberté.

C. B. : Sans vouloir défendre la politique actuelle, il faut constater qu'un Etat devient ce qu'est un peuple. C'est dans la mesure où il y a une demande abusive de richesses que le pouvoir devient un organisme de gestion.

N.A.F. : L'Etat reflète certes les demandes de la nation mais il peut contribuer à les modifier graduellement à condition d'avoir la durée et la liberté d'action. Ce dont est dépourvu un Etat prisonnier d'échéances électorales qui tombent tous les deux ou trois ans.

C. B. : Il est réel que le pouvoir politique a un rôle pédagogique. Mais ce rôle est limité surtout lorsque l'opposition fait porter sa demande uniquement sur les problèmes économiques.

N.A.F. : On en revient au problème électif. Pour modifier les habitudes de la société de consommation il faudrait, outre un séisme secouant les routines, un Pouvoir suffisamment libre pour exploiter ce séisme, donc relativement indépendant de l'opinion.

C. B. : Ou bien vous pensez qu'il est possible de conduire une politique indépendante et de progrès dans le droit sans aucune consultation électorale. Et cela me paraît pratiquement irréalisable aujourd'hui.

Ou bien vous pensez que le système électoral avec ses défauts peut traduire un consensus. Dans ce cas il est impossible de soustraire le pouvoir à la sanction électorale, quels que soient les inconvénients de cette dernière.

N.A.F. : L'opposition n'est pas si tranchée. Un suffrage universel appliqué au niveau local, professionnel, voire à la représentation des intérêts de la nation devant le Roi est légitime. Mais il est désastreux que le Prince soit issu du suffrage universel ou qu'il soit contraint de partager la souveraineté politique avec un Parlement élu.

C. B. : Je suis d'accord sur cette modification de la structure électorale. Nous avons des partis d'opinions qui ne représentent guère les « forces vives » de la nation et un Sénat — d'ailleurs mal constitué — qui, censé les représenter, n'a guère de pouvoirs.

Mais contrairement à une opinion répandue, je pense qu'il est très difficile de promouvoir en France une politique d'autonomie régionale qui risquerait d'engendrer une pagaille locale grave. L'exemple de la gestion autonome des Universités depuis 1968 est à cet égard significatif. La monarchie en se constituant n'a cessé d'ailleurs de centraliser. Au demeurant croyez-vous que les demandes d'autonomie locale soient bien réelles ?

N.A.F. La Monarchie a certes centralisé. Mais c'est parce qu'elle partait d'un degré zéro de l'unité nationale ce qui n'est plus le cas actuellement.

Par ailleurs l'autonomie universitaire aujourd'hui, celle de la région demain, seront toujours néfaste tant que ces institutions seront colonisées par des groupes partisans qui s'en servent comme tremplin pour gagner les élections nationales.

Enfin ne pensez-vous pas qu'un Etat indépendant de l'élection pourra arbitrer entre les collectivités locales, les réguler, voire leur imposer certaines coercitions sans pour autant chercher à les asservir ?

Ceci dit il y a toujours — et c'est même souhaitable — une tension entre l'Etat et les collectivités locales.

C. B. : Je suis d'accord sur cette tension et cet équilibre entre pouvoir étatique et pouvoir local. Mais tout ceci est extrêmement difficile à instaurer sans une réforme des mœurs politiques qui n'est guère amorcée actuellement et dont d'ailleurs le Pouvoir se soucie assez peu.

De plus, le système électoral très défectueux, bloque tout. Et je ne vois guère comment en sortir sans l'intervention d'un homme politique d'envergure exceptionnelle.

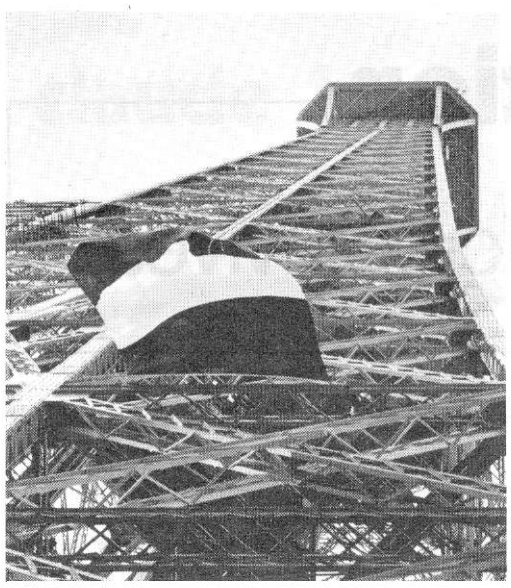
Nous sommes, en effet dans un cercle vicieux : il est nécessaire de changer la façon d'être représenté et de s'exprimer. Mais il faut pour cela être accrédité par des partis électoraux conservateurs de la situation acquise.

N.A.F. : On voit mal en effet une telle révolution sans un homme ayant l'envergure d'un de Gaulle. Mais à l'inverse, l'œuvre anti-partisane d'un de Gaulle a été compromise par les pesanteurs du régime électif. Il aurait été indispensable que le gaullisme débouche sur la solution dynastique.

Il est au fond nécessaire de refaire l'aventure capétienne et de mettre au pouvoir un prince qui saura, quitte à inscrire d'abord son projet dans le contexte institutionnel actuel petit à petit s'affranchir des pesanteurs électorales du système, comme le firent voici près d'un millénaire nos premiers rois.

C. B. : Tout à fait d'accord avec vous sur ce petit à petit. Cette façon de vouloir transformer graduellement un régime (d'ailleurs ambivalent puisque le gaullisme juxtaposait à une certaine vision maurrassienne de l'Etat une conception rousseauiste de la volonté générale) est dans la ligne du réalisme et du courage.

Mais une rupture brutale avec le statu-quo actuel reviendrait à renforcer la puissance du communisme inévitablement.



la naf en mouvement

REGION PARISIENNE

Le rallye automobile annoncé pour le dimanche 22 juin est annulé et reporté au mois de septembre.

TOULON

Réunion le vendredi 27 juin à 20 h 30, conférence de Fabrice O'Driscoll. « Le Comte de Paris, un prince pour notre temps ». La conférence aura lieu au Café Le Marignan, 6, place d'Arme, elle sera suivie d'un débat.

La N.A.F. est en vente au Hall de la Presse, boulevard du général Leclerc.

TEE SHIRT

Deux modèles de tee-shirt sont disponibles.

« Libération Nationale » ou « Révolution royaliste ».

Trois tailles possibles (préciser à la commande grande, moyenne ou petite). Prix franco 23 F.

CAMPS DE VACANCES

Comme l'année dernière, nous organisons deux camps cet été. L'un, fin juillet, en Languedoc, qui sera un camp de propagande dans la tradition de ceux de Thau 73 et Agde 74. Le deuxième camp se tiendra dans la première quinzaine de septembre dans notre maison de la Rue des Aubiers en Bretagne. Ce dernier camp s'adresse plus spécialement aux jeunes soucieux d'acquérir ou de parfaire leur formation doctrinale. Retenez bien ces dates et prévoyez vos vacances en conséquence. Les responsables d'unité sont priés de commencer à organiser la propagande pour ces camps sans attendre d'avoir la documentation et les bulletins d'inscription.

REUNION PUBLIQUE

organisée par le Centre d'Etudes pour l'Indépendance Nationale

JEUDI 19 JUIN à 20 h 45

44, rue de Rennes - Paris 6e

FRANCE - TIERS MONDE : SOLIDARITE

avec la participation de Camille Granot (L'Humanité rouge), Olivier Germain-Thomas (L'Appel), Jean-Michel Naulot (U.J.P.), Bertrand Renouvin (N.A.F.).

Débat présenté par Patrice Gélinet.

Participation aux frais : 4 F.

14 juin:

OPERATION TOUR EIFFEL

Pour fêter dignement un an de pitreries à l'Elysée, un étudiant de la N.A.F. a escaladé la tour Eiffel par l'extérieur, le 14 juin, pour y accrocher un drapeau français, tandis que ses camarades distribuaient des tracts explicatifs au pied de l'édifice. Puisque selon l'I.F.O.P. Giscard amuse 59 % des Français qui se déclarent contents de leur sort, pourquoi ne ferions-nous pas aussi dans le comique ? Avouez seulement que nos jeunes ont plus de talent que le pitre de l'Elysée (eux au moins prennent des risques).

Par le geste spectaculaire qu'ils ont accompli les étudiants de la N.A.F. entendent attirer l'attention de l'opinion publique sur les menaces qui pèsent sur l'indépendance nationale et mettre en garde le gouvernement contre tout abandon de souveraineté qui verrait une jeunesse nombreuse se lever contre lui.

la naf en mouvement

FEUX DE LA SAINT-JEAN

Les samedi 28 et dimanche 29 auront lieu « les feux de la Saint-Jean » de la N.A.F. sud-est, au château de La Peyrouse à Saint-Sorlin-en-Valloire près de Saint-Vallier dans la Drôme.

Programme : samedi après-midi : Accueil - préparation des feux - promenade à cheval - tir au pigeon.

Soirée de samedi : autour du feu - chants - danses - farandoles - grillades - sangria.

Dimanche matin : possibilité de messe et petit déjeuner au village.

Midi : buvette - méchoui.

Après-midi : stands - forums - librairie - jeux pour enfants. En fin d'après-midi : allocutions. Couchage : terrain de camping avec sanitaires (apporter matériel), ou sous grange (apporter matelas et duvet) ou encore à la belle étoile ou à l'hôtel du village.

Renseignements complémentaires :

— Section Drôme-Ardèche : M. Philippe Garel, Champ-la-Lioure 07210 Chomérac. Tél. : 30 à Chomérac.

— Section de Grenoble, 41, rue Saint-Laurent, 38000 Grenoble.

i.p.n. information

L'Institut de Politique Nationale a pour fonction d'éditer et de diffuser tous les livres qui peuvent contribuer au développement du mouvement royaliste. Nous avons lancé en avril dernier une souscription pour nous donner les moyens d'éditer en octobre prochain le livre de Philippe Vimeux sur la pensée et l'action du Comte de Paris. A l'heure actuelle le nombre des souscriptions reçues est encore insuffisant pour respecter cette date de parution. Il ne nous reste que 15 jours pour réunir les 200 souscriptions encore nécessaires pour ne pas prendre de retard, ce qui compromettrait beaucoup l'impact que ce livre pourra avoir sur l'opinion publique.

En outre le Cahier numéro 3 de l'I.P.N. vient de paraître. Il comprend des textes de Gérard Leclerc sur la Nation et sur Charles Péguy ainsi qu'un dossier sur « Légitimité et monarchie ».

Enfin, pour vous permettre de faire un choix de lectures pour vos vacances, nous publions ci-dessous une liste de livres que nous pouvons vous procurer et que nous vous conseillons de lire ou d'emporter avec vous pour votre propagande.

Charles MAURRAS
— Mes idées politiques
franco : 32 F
— Œuvres Capitales (essais politi.)
franco : 40 F
— Petit manuel de l'enquête sur la monarchie (peu d'exemplaires)
franco : 15 F
— Dictateur et roi
franco : 3 F
— L'ordre et le désordre
franco : 7 F
— L'avenir de l'intelligence
franco 7 F
— Si le coup de force est possible
franco : 7 F
— Libéralisme et libertés
franco : 3 F

Maurice JALLUT
— Proposition pour un nouveau régime
franco : 10 F
— Où va la République
franco : 10 F

Secrétariat politique du Comte de Paris
— Raison garder (vol. 200 p. éd. 1950)
franco : 30 F

Monseigneur le Comte de Paris
— Programme de 1938
franco : 5 F

Bertrand RENOUVIN
— Le Projet Royaliste
franco : 20 F
— Le Désordre établi
franco : 28 F

Gérard LECLERC
— Un autre Maurras
franco : 30 F

Gustave THIBON
— Nietzsche ou le déclin de l'esprit
franco : 34 F
— Notre regard qui manque à la lumière
franco : 26 F
— L'ignorance étoilée
franco : 32 F

Claude BRUAIRE
— Logique et religion chrétienne dans la philosophie de Hegel
franco : 25 F
— L'affirmation de Dieu
franco : 33 F
— La raison politique
franco : 39 F

Pierre BOUTANG
— William Blake
franco 45 F
— Ontologie du Secret
franco : 65 F
— La politique
franco : 25 F
— Cahier I.P.N. n° 1
Qu'est-ce que la politique - Ultragauche et extrême-droite - Une conception de l'homme - Le Comte de Paris - Les multinationales.
— Cahier I.P.N. n° 2
La crise de l'état - Comprendre la Société Industrielle - Indépendance politique et sociétés transnationales - Georges Bernanos - Une anthropolitique maurrasienne.
— Cahier I.P.N. n° 3
La Nation - Charles Péguy - Retour à l'idée de légitimité - le Comte de Paris explique la Monarchie.
Chaque cahier 8 F (Franco), 3 ex. 20 F - 5 ex. 34 F - 10 ex. 55 F.

Philippe VIMEUX
— Le Comte de Paris ou la Passion du Présent (en souscription) édition originale numérotée, 28 F - édition courante, 22 F.

Conditions de vente :
— Pour les livres en stock, les envois sont faits dans les cinq jours suivants la réception de la commande.
— Pour les livres divers ou manquants les délais dépendent des éditeurs.
— Aucun envoi n'est fait s'il n'est accompagné de son règlement.
— Les commandes doivent être adressées à I.P.N. B.P. 558, 75026 Paris Cedex 01, les règlement à l'ordre de l'I.P.N. C.C.P. La Source 34 874 76 A.

BON de COMMANDE à retourner à I.P.N. B.P. 558, 75026 Paris Cedex 01

NOM : ..... Prénom .....

ADRESSE .....

VILLE ..... Code Postal .....

Désire recevoir :

et verse pour cette commande la somme de F par Chèque Bancaire, C.C.P.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Année de naissance : .....

(*) Encadrez la formule de votre choix. **C.C.P. NAF 193-14 Paris**

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1er

l'armée et la nation

I - une institution coupée des forces vives

Pourquoi le cacher ? L'armée, toute l'armée est soudain remise en question, et pas seulement de l'extérieur, mais aussi dans son sein où des esprits enfin curieux et interrogateurs se demandent, un peu tard il est vrai, comment la défense nationale pourrait être plus efficace, plus humaine, comment la vie du militaire de carrière pourrait être autre chose qu'une servitude et qu'une grisaille, comment le service national pourrait être utile au pays et à l'appelé.

Naguère encore on ne se posait pas ces questions. L'armée française laissait aux antimilitaristes le soin de la définir et d'exposer sa mission, de faire les questions et les réponses. Ceux-ci, idéalistes d'un monde sans violence, mystiques d'une France désarmée offrant son holocauste pour une ère de paix, ou professionnels de l'anti-nation, ont su récupérer le malaise à l'origine organique de l'armée en cristallisant les colères de l'appelé.

UN FOYER D'INCOMPETENCES

Et pourtant au vu de ce gâchis qu'est l'institution militaire, la colère de l'homme habité du souci de la nation ne devrait-elle pas être bien plus forte que celle de ces fossoyeurs ?

Car l'Armée n'est pas à changer, ni à défendre, mais à refaire. Elle, dont la seule raison d'être est d'assurer la sécurité du territoire et de ses habitants, ainsi que le soutien d'un projet politique grâce à une parfaite efficacité technique, est le plus grand laboratoire d'incompétences. Cette institution à qui est attaché le sort du pays en cas de danger est celle qui regroupe le plus d'incapables, où les pertes de temps et l'incohérence de la répartition des tâches sont les plus affligeantes. Ce corps qui devrait être le plus lié à la réalité nationale, par inclination comme par efficacité, est sans doute l'un de ceux qui sont le plus étranger à la vie du pays.

Cette incongruité était déjà évidente sous les 3e et 4e républiques et a donné les conséquences que l'on sait. Mais comment expliquer l'immense fossé existant depuis la Ve République entre le projet diplomatique appuyé sur des objectifs de défense clairement définis et la médiocrité d'une formation militaire sans idéal et sans finalité ?

Certes l'armée classique n'est plus la « partie noble » du système de défense, ce rôle étant dévolu à la force nucléaire stratégique. Mais dans la mesure où la conscription reste une réalité essentielle, pourquoi avoir tant négligé la qualité de l'encadrement et l'efficacité de l'instruction ?

SERVICE MILITAIRE ET PROJET NATIONAL

Il y a une disproportion entre l'ambition de ce projet qui a besoin d'une parfaite cohésion de la nation, et la mesquinerie, tant de notre budget militaire que de l'esprit du service national. On a brocardé le service militaire de tout temps, on commence seulement à songer qu'il pourrait être différent. De Gaulle lui-même dans ses trois livres sur l'Armée (1) n'a pas une seule phrase pour le service militaire. Vieille manie française d'abstraction et de désincarnation des concepts, humanisme à rebours qui voit l'homme au service des institutions et non pas les institutions pour et par l'homme.

Une autre raison de cette indifférence séculaire est la désaffection de l'homme politique et du parlementaire vis-à-vis de l'armée considérée comme une institution à part, hostile, retranchée (2). C'est l'égoïsme, voire l'égocentrisme de chacun qui considère l'armée non pas comme un corps au service de la nation, mais uniquement par référence à sa propre expérience, comme une corvée qu'il a dû subir pendant une ou deux années de sa vie et qui n'existe plus sitôt son « temps » accompli. Cette attitude particulièrement irresponsable est incompatible avec la vision d'ensemble d'un organe destiné à durer en évoluant et à faire perdurer la nation. Ce qui conduit assez paradoxalement et irrationnellement à un détachement complet des problèmes de défense, seuls problèmes importants, et à une secrète complaisance envers les incapacités, les anachronismes, les mesquineries d'une institution brocardée.

En quoi le service militaire tel qu'il est conçu actuellement n'apporte-t-il rien à l'appelé et l'appelé rien à la défense nationale ?

Il y a bien longtemps que l'armée, corps de fonctionnaires, n'est plus la nation en armes mais l'expression militarisée de l'Etat. Ce qui devrait être la rencontre des énergies, des amitiés et des compétences se présente à l'appelé sous la forme d'une bureaucratie hargneuse et hostile. Là réside l'aberration de tout le système militaire : ce qui devrait être mutuelle collaboration est tout de suite entreprise de coercition, de dressage. Par là l'armée se coupe volontairement de la substance jeune du pays.

LE REVELATEUR D'UNE DIVISION

L'armée n'est-elle pas le terrible révélateur de la division du pays ? De là vient la triste impression de gâchis qui s'en dégage. Car l'armée terre d'égalité et de fraternité est la pire des balivernes. Que l'on constate d'abord l'étanchéité entre les trois catégories de servants : le corps fermé des officiers, qui a ses privilèges et ses préoccupations corporatistes.

— Le corps « renfermé » des sous-officiers : cet encadrement devrait jouir de qualités morales et techniciennes élevées. Sans lien avec le monde « civil » qu'ils feignent de mépriser, ils ont fait le sacrifice de leur liberté pour une maigre sécurité.

— Face à ces deux corps, chacun « fermé » à sa manière, la catégorie des appelés constituée par la masse indistincte de chaque classe d'âge. Or, c'est comme si malgré plus de quatre-vingts-dix ans de conscription, chaque corps était inapte à recevoir l'autre. Le courant ne passe pas.

Le soldat au grand cœur, pur, héroïque est mort depuis longtemps. Il en reste certes, mais il n'est pas représentatif du système où il se sent vite mal à l'aise. Car cette armée vieillarde a tout pour dégoûter la jeune recrue. C'est une pépinière d'anti-héros par excellence. Si l'armée est en effet retranchée de la vie nationale elle y participe de toute sa médiocrité. Qui n'a pas été effroyablement déçu et dégoûté de la vulgarité de la vie et des rites militaires, de la vacuité des fonctions, de l'absence d'idéal chez tous ? Rien qui ne colle mieux à une France du tiercé, de la médiocrité automobile, de la « télé » que cette armée-là.

UNE ARMEE DENATIONALISEE

Produit parfait de l'anti-nation elle est aussi totalement dénationalisée. Qu'admire pêle-mêle un grand nombre d'officiers ? L'armée américaine et ses bombardements au napalm, feu la Wehrmacht ou les exploits israéliens. On y déteste l'Arabe, le Viet, le gauchiste (acception très large du terme). Aucune question fondamentale sur la mission de l'armée, sur les récentes expériences coloniales et les raisons profondes de leurs échecs.

Quant à l'appelé, le service militaire ne risque pas de développer en lui un civisme qu'il n'a pas acquis ailleurs. Ecole de la « débrouillardise » au sens le plus sordide, il développe également l'infantilisme, l'égoïsme et l'irresponsabilité. A moins que toutes ces qualités ne soient, après tout, le meilleur moyen de faire son apprentissage de citoyen adulte bien docile. L'armée actuelle qui manifeste une détestation ou une méconnaissance de ce qui est l'essence même de la nation française (valeurs culturelles, civilisatrices et morales) est bien la dernière école du « sens national ».

Enfin l'affirmation d'un service militaire en rupture avec les contraintes de la vie dans une armée inviolée est la pire des impostures. Le type d'abrutissement qu'on y cultive est celui que subira dans sa vie professionnelle le jeune appelé. Loin d'être une rupture avec la médiocrité quotidienne, c'est la préparation à la médiocrité future, à l'infantilisation perpétuelle de l'homme asservi à un travail non désiré.

Mais, de même que l'obéissance subie y est une obéissance passive, de même la vertu de commandement qu'on y inculque — aux jeunes E.O.R. par exemple — a une finalité professionnelle et commerciale évidente (ouvertement reconnue d'ailleurs par les intéressés). L'armée fait donc le travail d'un système, plus que d'une « classe », comme pensent les marxistes... Elle prépare chaque année sa fournée de robots et de révoltés. Elle n'œuvre pas pour la nation qui est communauté responsable, accord des différences. (à suivre).

Pierre AYMÉ-MARTIN

(1) « La discorde chez l'ennemi », « vers l'armée de métier », « la France et son armée ».

(2) L'incuriosité pour les questions militaires, et l'incompétence en matière de défense sont monnaie courante chez les députés.